

La Première ministre danoise convoque des élections anticipées dans un contexte de tensions géopolitiques

Le 26 février, la Première ministre danoise, Mette Frederiksen, Parti social-démocrate (SD), a convoqué des élections législatives anticipées le 24 mars. Ce scrutin se tient plus tôt que prévu (7 mois), en réponse aux manœuvres de Donald Trump visant à obtenir, par tous les moyens possibles, la domination des États-Unis sur le Groenland, territoire semi-autonome souverain du Danemark. Le discours du président des États-Unis début janvier a même été considéré par certains comme une menace directe envers l'OTAN et son existence future. D'autres menaces pèsent sur ces élections comme des ingérences potentielles de la part des Russes, voire des Américains.

LA RÉPONSE DE LA PREMIÈRE MINISTRE

Soutenue par plusieurs dirigeants européens, Mette Frederiksen a pris une position ferme contre Trump, déclarant sans ambiguïté que les suggestions et les menaces du président américain n'auraient aucun effet sur le Danemark ou sur toute autre question qui devrait être décidée en premier lieu par le Danemark et le Groenland, ainsi que par leurs alliés de l'OTAN. Depuis lors, la Première ministre danoise bénéficie d'une vague de soutien positive de la part de ses compatriotes. [Les derniers sondages de fin février](#) montrent que son parti pourrait arriver en tête du scrutin législatif. Depuis 2022, elle gouverne dans le cadre d'une coalition avec le Parti libéral et les Modérés, dirigés par l'ancien Premier ministre Lars Lokke Rasmussen, ce qui n'est pas la norme habituelle : le Danemark est généralement gouverné par une coalition soit de gauche (bloc rouge) ou de droite (bloc bleu).

Son gouvernement a toutefois rencontré des difficultés depuis les dernières élections de 2022 en raison du taux d'inflation élevé et du manque d'attention accordé, selon certains, au logement, aux prix des denrées alimentaires, à la protection sociale, aux inégalités, voire à l'immigration bien que le Danemark ait l'une des politiques les plus strictes de l'Union européenne en la matière avec des projets encore plus contraignants visant à expulser les personnes condamnées à plus d'un

an de prison et à équiper d'un bracelet électronique celles dont la demande d'asile n'a pas encore abouti. Davantage de fonds ont été investis dans l'armée et un jour férié a été supprimé afin de financer les dépenses de défense.

Les Sociaux-démocrates ont subi des revers lors des élections européennes et locales de 2024, perdant près de la moitié des municipalités qu'ils contrôlaient, y compris à Copenhague.

POURQUOI LE GROENLAND EST-IL IMPORTANT ?

Depuis 2018, Donald Trump a fait du Groenland une obsession, — il veut acheter l'île et a menacé de l'envahir et de la prendre par la force, suggérant que ce territoire est crucial pour la sécurité des États-Unis. La pression s'est intensifiée début 2026, lorsqu'il a clairement fait savoir qu'il souhaitait acquérir le Groenland coûte que coûte.

Le [Groenland](#) représente en effet un atout stratégique de par sa situation géographique. C'est aussi un territoire riche en ressources naturelles qui n'ont pas encore été exploitées.

Après le Forum économique mondial à Davos et devant la résistance unie des autres pays d'Europe, Donald Trump a quelque peu reculé sur ses exigences, mais comme le dit Mette Frederiksen, la question n'est pas

réglée et il appartient à l'Europe de faire front et au Danemark et aux Groenlandais de montrer qu'ils ne se laisseront pas intimider.

RISQUES D'INGÉRENCES D'AUTRES ÉTATS

Les services de renseignement danois ont mis en garde contre les cyberattaques et la désinformation, principalement de la part de la Russie, mais aussi des États-Unis et de la Chine. L'attention mondiale s'est portée sur le différend entre le royaume du Danemark et les États-Unis au sujet du Groenland, ce qui a accru le risque que ce sujet soit exploité par des puissances malveillantes qui pourraient tenter de déstabiliser ou d'influencer les élections. Cela n'a pas échappé à Moscou que le Danemark, malgré sa petite taille, a été l'un des plus fervents soutiens de l'Ukraine, [lui ayant fourni plus de 8,5 milliards €](#) depuis le début du conflit en 2022. Dans une déclaration commune, les services ont déclaré : « *Les activités d'influence pourraient avoir pour objectif de semer la division, d'influencer le débat public ou de cibler des candidats, des partis ou des programmes politiques spécifiques.* »

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Outre le fait de se concentrer sur la défense, la sécurité et la souveraineté du Danemark face aux menaces émanant des États-Unis et de la Russie, Mette Frederiksen a également évoqué l'introduction d'un impôt sur la fortune pour financer l'éducation et la protection sociale; elle souhaiterait réformer l'âge de la retraite et maintenir une politique stricte en matière d'immigration — dans le but d'apaiser les partis anti-immigration, tout en conservant une ligne de conduite subtile afin de ne pas aller à l'encontre des lois européennes.

L'opposition a été quelque peu surprise par cette décision. Certains membres de la coalition au pouvoir depuis 2022, comme les Libéraux et les Modérés, semblent avoir influencé la politique du gouvernement qui, bien que couronnée de succès dans les zones rurales, a aliéné l'électorat plus à gauche dans les zones urbaines, comme Copenhague. Lors du scrutin du 24 mars, les partis de droite souhaitent se concentrer sur

l'immigration et l'intégration, ainsi que sur la réforme sociale et économique dans le but de réduire les formalités administratives. Elle souhaite également présenter un front uni. Jusqu'à présent, il semble y avoir un consensus autour de l'actuel ministre de la Défense, Troels Lund Poulsen (V – Libéraux), comme candidat potentiel pour tenter de détrôner Mette Frederiksen du poste de Premier ministre ; mais ce dernier n'a pas encore confirmé s'il souhaitait devenir Premier ministre en cas de victoire du bloc bleu. Un autre candidat potentiel est le président du Parti des citoyens, Lars Boje Mathiesen. À ce jour, aucun candidat ne s'est clairement déclaré.

LE SYSTÈME POLITIQUE DANOIS

Les candidats se disputeront les 179 sièges du Folketing pour un mandat de quatre ans, sur la base d'une représentation proportionnelle utilisant la [méthode Sainte-Laguë](#). Pour obtenir la majorité, il faut remporter 90 sièges. Au Danemark, il existe généralement une coalition avec la gauche ou la droite formant un bloc.

Plus de 4,3 millions de Danois sont appelés aux urnes et le taux de participation est généralement élevé, oscillant entre 80 et 90 %. La liste des candidats [sera annoncé le 16 mars](#) au plus tard.

Les électeurs peuvent choisir de soutenir une liste de parti ou un candidat indépendant. Les partis représentés au parlement sont autorisés à présenter des listes de candidats, tandis que les partis non représentés doivent recueillir un nombre de signatures correspondant à 1/175e des suffrages valablement exprimés lors des précédentes élections législatives, soit 20,194 électeurs cette année. Enfin, les candidats indépendants doivent recueillir les signatures d'au moins 150 électeurs dans la circonscription où ils souhaitent se présenter.

Les provinces du Groenland et des îles Féroé disposent chacune de deux sièges. Les 175 sièges restants sont répartis entre trois régions - Copenhague, le Jutland et les îles - divisées en 3 circonscriptions urbaines et 7 circonscriptions rurales. Le nombre de sièges attribués

à chacune de ces circonscriptions, proportionnel au nombre d'habitants, est révisé tous les cinq ans. Le calcul (population, nombre d'électeurs lors des dernières élections législatives et superficie de la circonscription en km² multipliée par 20, puis divisée par 175) favorise les régions les moins densément peuplées.

La répartition des sièges au Parlement se fait en deux étapes, d'abord par parti, puis par candidat. 135 des 175 sièges du Folketing sont des sièges de circonscription, les 40 restants sont appelés sièges compensatoires. Ils sont répartis en fonction du nombre de voix obtenues par les partis au niveau national. Cette méthode de répartition contribue à assurer une représentation nationale plus équitable des « petits » partis. Pour pouvoir prétendre à la répartition des sièges compensatoires, un parti doit avoir obtenu un nombre minimum de sièges dans une circonscription donnée ou un nombre de voix égal ou supérieur au nombre de voix nécessaires pour obtenir un siège dans au moins deux des trois régions du royaume ou au moins 2 % des voix exprimées au niveau national.

Douze partis politiques sont actuellement représentés au Folketing :

- Le *Parti social-démocrate* (SD), fondé en 1871 et dirigé depuis avril 2015 par la Première ministre sortante Mette Frederiksen, dispose de 50 sièges ;
- Le *Parti libéral* (V), libéral et agraire fondé en 1870 et dirigé par Jakob Troels Lund Poulsen, dispose de 22 sièges ;
- Les *Modérés*, parti centriste fondé par l'ancien Premier ministre Lars Lokke Rasmussen en 2022, détient 14 sièges ;
- Le *Parti populaire socialiste* (SF), parti d'opposition créé en 1959 par un ancien président du Parti communiste qui a été expulsé pour avoir critiqué l'intervention de l'URSS en Hongrie en 1956. Parti socialiste et écologiste dirigé par Pia Olsen Dyhr, il détient 15 sièges ;

- Les *Démocrates danois*, parti populiste de droite fondé en 2022 par Inger Støjberg, détiennent 16 sièges ;
- L'*Alliance libérale* (LA), fondée en 2007 par des dissidents du Parti social-libéral et du Parti populaire conservateur, dirigée par Alex Vanopslagh, compte 15 sièges ;
- Le *Parti populaire conservateur* (KF), fondé en 1915 et dirigé par Mona Juul, compte 10 sièges ;
- La *Liste de l'unité - Alliance rouge-verte* (E), fondée en 1989 comme alliance du Parti communiste (DKP), du Parti socialiste des travailleurs (SA) et de la Gauche socialiste (VS), dirigée par un comité exécutif de 25 membres et dont la porte-parole, Pernille Skipper, est la cheffe du groupe parlementaire, compte 9 députés ;
- Le *Parti social-libéral* (RV), parti de centre-gauche fondé en 1905 après une scission du Parti libéral, dirigé par Martin Lidegard, dispose de 7 sièges ;
- Le *Parti populaire danois* (DF), parti populiste de droite fondé en 1995 et dirigé par Morten Messerschmidt, dispose de 7 sièges ;
- L'*Alternative* (A), parti écologiste et pro-européen créé en 2013 par l'ancienne ministre de la Culture (2011-2012) du gouvernement dirigé par Helle Thorning-Schmidt (SD), dirigé par Franciska Rosenkilde, compte 5 députés ;
- Le *Parti des citoyens*, dirigé par Lars Boje Mathiesen, fondé en avril 2025 détient 1 siège.

Les députés non affiliés détiennent 5 sièges.

Sans oublier les quatre partis représentant les régions semi-autonomes des Îles Féroé et du Groenland, qui disposent chacun de 2 sièges. Bien qu'ils ne s'impliquent généralement pas dans les affaires concernant le Danemark, leur coopération pourrait s'avérer cruciale pour former une majorité cette fois-ci. Ces partis sont :

- **Sambandsflokkurin** (Parti de l'Union) et
- **Javnaðarflokkurin** (Parti social-démocrate) pour les îles Féroé ;
- **Inuit Ataqatigiit** (Communauté du peuple) et
- **Siumut** (En avant) pour le Groenland.

Résultats des élections législatives du 1er novembre 2022 au Danemark

Taux de participation : 84,10 %

Partis politiques	Nombre de voix obtenues	% des voix obtenues	Nombre de sièges
Parti social-démocrate (SD)	973 244	27,54	50
Parti libéral (V)	470 289	13,31	23
Modérés (M)	327 659	9,27	16
Parti populaire socialiste (SF)	292 915	8,29	15
Démocrates danois (AE)	285 614	8,08	14
Alliance libérale (LA)	278 098	7,87	14
Parti populaire conservateur (KF)	194 808	5,51	10
Liste unitaire - Alliance rouge-verte (E)	182 305	5,16	9
Parti social-libéral (RV)	133 802	3,79	7
La Nouvelle Droite (D)	129 410	3,66	6
L'Alternative (A)	117 629	3,33	6
Parti populaire (DF)	93 100	2,63	5
Démocrates-chrétiens (K)	18 503	0,52	0
Autres	36 003	1,02	0

Source : <https://www.dst.dk/valg/Valg1968094/other/Valgopgorelse2022.pdf>

Le Parti social-démocrate semble en bonne posture à trois semaines du scrutin, et certaines coalitions possibles se dessinent. Une première option pourrait être une coalition entre les Sociaux-démocrates, les Libéraux, l'Alliance libérale, le Parti populaire conservateur et les Modérés, une seconde possibilité serait une alliance entre les Sociaux-démocrates, les Libéraux, l'Alliance libérale, le Parti populaire conservateur et le Parti social-libéral. Une troisième option serait une coalition entre les Sociaux-démocrates, les Libéraux, l'Alliance libérale, les Modérés

et le Parti social-libéral, et enfin, une dernière coalition comprendrait les Sociaux-démocrates, le Parti populaire socialiste, l'Alliance rouge-verte, les Modérés et le Parti social-libéral.

Tous ces scénarios aboutissent à une coalition de centre-gauche, mais tout dépendra de la confiance que les Danois accorderont à Mette Frederiksen pour diriger leur pays à travers les eaux tumultueuses des tensions géopolitiques et des obstacles à surmonter au niveau national.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site:

www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.

© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2025

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.